



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

## COMMISSION POLITIQUE (PC)

# RELEVER LES DÉFIS GÉOPOLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES LANCÉS EN PERMANENCE PAR LA RUSSIE

## Avant-projet de rapport général

**Brendan BOYLE** (États-Unis)  
Rapporteur général

020 PC 21 F | Original : anglais | 27 avril 2021

*Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative qui est institutionnellement séparée de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres de la commission politique, le présent document de travail représente seulement le point de vue du rapporteur général. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.*

## TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE.....	/
I. INTRODUCTION.....	1
II. LA RUSSIE EN TANT QU'ACTEUR INTERNATIONAL .....	2
A. L'ANTAGONISME PERPÉTUEL DE LA RUSSIE À L'ÉGARD DE LA COMMUNAUTÉ EURO-ATLANTIQUE .....	2
1. L'évolution de la philosophie russe en matière de politique étrangère .....	2
2. Les défis militaires posés par la Russie .....	3
3. Guerre hybride, cyberattaques, propagande et désinformation.....	5
B. LA RUSSIE ET LA CHINE .....	6
C. LA RUSSIE ET LA RÉGION MOAN ÉLARGIE .....	8
III. LA RUSSIE ET SON VOISINAGE IMMÉDIAT.....	10
A. LA RUSSIE ET LA CRISE POLITIQUE AU BÉLARUS .....	10
B. L'AGRESSION CONTINUE EN GÉORGIE ET EN UKRAINE.....	12
C. LA RUSSIE ET LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA.....	14
IV. LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA RUSSIE .....	15
V. ACTUALISER LA STRATÉGIE EURO-ATLANTIQUE À L'ÉGARD DE LA RUSSIE .....	17
BIBLIOGRAPHIE .....	21

## SYNTHÈSE

Les relations entre la Russie et l'Occident se trouvent actuellement au plus bas depuis la fin de l'époque soviétique et la perspective de les voir reprendre est plutôt sombre. La double approche prudente de l'OTAN à l'égard de la Russie devrait être réaffirmée dans le nouveau concept stratégique, pour autant que les Alliés acceptent de renouveler ce dernier. Cependant, le temps est venu pour les Alliés de débattre franchement et en profondeur des véritables tenants et aboutissants de la relation entre l'OTAN et la Russie dans les dix prochaines années.

Le présent avant-projet de rapport fait le point sur le défi stratégique que représente la Russie pour l'OTAN et ses principaux partenaires, autant sur le plan militaire que dans des domaines non cinétiques. Il fait remarquer que, en particulier depuis l'invasion de l'Ukraine en 2014, le régime de Vladimir Poutine s'est orienté de manière bien plus idéologique, ce qui a de nettes répercussions dans le domaine de la politique étrangère et limite fortement la possibilité d'un rapprochement authentique et durable entre la Russie et la communauté transatlantique. Le rapporteur alerte sur le fait qu'il ne serait guère surprenant d'assister à une résurgence de l'aventurisme militaire russe à court et moyen termes.

Le rapporteur revient également sur l'alignement stratégique de plus en plus important entre la Russie et la Chine et exhorte la communauté euro-atlantique à faire preuve de cohérence et d'engagement en faveur d'un ordre fondé sur des règles à la fois dans ses relations avec Moscou et avec Pékin.

Cet avant-projet propose une vision globale des activités de déstabilisation de la Russie dans son voisinage immédiat et dans la région MOAN élargie. Le rapporteur invite instamment les Alliés à accroître leur soutien en faveur de l'intégration euro-atlantique de la Géorgie et de l'Ukraine et de leur transformation en véritables modèles de réussite.

Le document s'attarde également sur la nature de plus en plus répressive du régime sur le plan intérieur, et préconise la poursuite de la politique de sanctions, sauf si Moscou revient sur son comportement déstabilisateur et sur ses violations des droits humains.

En conclusion, cet avant-projet propose tout une série de recommandations visant à rassurer les Alliés face aux menaces militaires et hybrides posées par la Russie. Les Alliés doivent vraiment faire preuve de réalisme quant aux perspectives de dialogue avec le régime actuel, en plus de préserver les canaux de communication pour prévenir toute escalade fortuite.

## I. INTRODUCTION

1. L'éventail des menaces auxquelles l'OTAN est confrontée s'est considérablement complexifié au cours des dix dernières années et compte désormais les implications de la montée en puissance de la Chine, les conséquences à l'échelle mondiale de la désastreuse crise sanitaire en cours et la prolifération de nouvelles technologies perturbatrices. Pourtant, il est important pour les législateurs des pays membres de l'OTAN de ne pas perdre de vue l'une des seules constantes au paysage sécuritaire euro-atlantique : le comportement antagoniste persistant de la Russie à l'égard de l'OTAN et du monde occidental en général.

2. On pourrait être tenté de dépeindre la Russie comme une puissance sur le déclin, avec un PIB inférieur à celui de l'Italie ou de la Corée du Sud, une industrie incapable de proposer des produits à forte valeur ajoutée sur le marché international, et un *soft power* à bout de souffle même dans les anciennes républiques soviétiques. En effet, comme l'écrit l'éditorialiste Thomas Friedman, la Russie est passée du statut de superpuissance à celui de « super-troll » (Friedman, 2021). Il est largement admis au sein de la communauté académique occidentale que la Chine représente un défi hautement plus important pour l'ordre mondial démocratique et libéral sur le long terme, tandis que la Russie reste la première source des défis à relever sur le plan sécuritaire à moyen et court termes (Foreign Affairs, 2017). Avec son arsenal militaire qui n'a d'égal que celui des États-Unis, des capacités militaires traditionnelles encore remarquables, sa machine de guerre hybride sophistiquée et ses leviers énergétiques, la Russie garde, dans un futur proche, sa capacité de nuire aux intérêts des Alliés. De plus, Moscou ne cache guère son intention de se confronter à l'Occident ; par exemple, les institutions américaines ont conclu que les services de renseignement russes étaient impliqués dans la cyberattaque massive menée récemment contre le réseau informatique américain *SolarWinds* (CISA, 2021). L'évaluation de la communauté du renseignement des États-Unis, publiée en mars 2021, affirme également que le président russe Vladimir Poutine a autorisé l'ingérence de la Russie dans les élections présidentielles américaines de 2020 afin de manipuler l'opinion publique américaine (NIC, 2021). En mars et avril 2021, la Russie a commencé à regrouper massivement ses troupes sur la frontière ukrainienne et en Crimée, province qu'elle a annexée illégalement, entraînant ainsi une dégradation du climat sécuritaire en Europe et l'inquiétude de l'OTAN.

3. La dimension anti-occidentale de la politique étrangère de la Russie découle de la nature du régime de M. Poutine. Au cours des dernières années, ce régime a peu à peu abandonné les derniers composants de sa façade démocratique pour se muer en dictature à part entière. La tentative d'assassinat et l'emprisonnement de l'opposant Alexeï Navalny dans un simulacre de justice démontre bien que M. Poutine, au pouvoir depuis plus longtemps que tout autre dirigeant russe depuis Joseph Staline, ne se soucie plus que des atteintes potentielles à sa réputation, que ce soit en Russie ou à l'international. M. Poutine a littéralement empoisonné sa relation avec l'opinion publique démocratique.

4. Les relations entre la Russie et l'Occident sont actuellement au plus bas depuis la fin de l'époque soviétique. Malgré la récente coopération entre Moscou et la nouvelle administration à Washington sur quelques sujets très limités, comme la prolongation du nouveau traité START pour la maîtrise des armes nucléaires, ces relations devraient poursuivre leur déclin. Avant même l'investiture du président Biden, Moscou accusait l'administration entrante de « russophobie », tandis que le porte-parole de M. Poutine, Dmitri Peskov, déclarait que le Kremlin n'attendait « rien de positif » de la part de la nouvelle administration (Clark, 2020). Même l'Union européenne (UE), dont certains membres encouragent depuis longtemps à coopérer avec Moscou, réfléchit à durcir sa position envers la Russie, en particulier suite au traitement de Josep Borrell, haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. En effet, lors de la visite de ce dernier à Moscou, trois diplomates européens ont été expulsés du pays et le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov a qualifié l'UE de « partenaire peu fiable » (Herszenhorn & Barigazzi, 2021). Bien que le président français Emmanuel Macron continue à appeler au dialogue avec la Russie comme condition nécessaire à une paix durable en Europe, il affirme néanmoins ne pas se

faire d'illusions quant à la Russie et que « ce procédé [de négociation avec la Russie sur la sécurité européenne] va prendre des années » (Momtaz, 2020). En résumé, aucun des deux côtés ne souhaite véritablement engager un dialogue approfondi entre la Russie et l'Occident, et la perspective d'assister à une reprise des relations est plutôt sombre.

5. L'OTAN suit une double approche prudente à l'égard de la Russie avec la défense et la dissuasion d'un côté et l'ouverture au dialogue de l'autre. Le groupe d'experts indépendants constitué par le secrétaire général de l'OTAN pour réfléchir aux priorités de l'OTAN pour les dix prochaines années préconise la poursuite de cette approche. On peut raisonnablement s'attendre à ce que cette double approche soit aussi validée dans le nouveau concept stratégique, pour autant que les Alliés acceptent de renouveler ce dernier. Cependant, le temps est venu pour les Alliés de débattre franchement et en profondeur des véritables tenants et aboutissants de la relation OTAN-Russie dans les dix prochaines années. Et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN doit se tenir prête à participer à ce débat.

6. Le présent avant-projet de rapport s'appuie sur les précédents rapports de la commission politique consacrés à la Russie. Il vise à faire le point sur le défi stratégique que représente la Russie pour l'OTAN et ses principaux partenaires, autant sur le plan militaire que dans les domaines non cinétiques. Nous allons dans un premier temps décrire brièvement l'évolution des relations avec les principaux partenaires internationaux et régionaux. Nous allons ensuite constater à quel degré l'évolution de la situation intérieure de la Russie peut affecter sa politique étrangère et ses relations avec l'OTAN. Enfin, nous proposerons des recommandations pour renforcer la cohésion entre les membres de l'OTAN au sujet de la Russie afin de développer une politique russe sobre et fondée sur des valeurs. La question complexe de la maîtrise des armements, pourtant l'un des principaux aspects des relations avec la Russie, ne sera pas abordée ici en détail puisqu'elle constitue le thème d'un rapport complet établi cette année par la commission de la défense et de la sécurité de l'AP-OTAN.

## **II. LA RUSSIE EN TANT QU'ACTEUR INTERNATIONAL**

### **A. L'ANTAGONISME PERPÉTUEL DE LA RUSSIE À L'ÉGARD DE LA COMMUNAUTÉ EURO-ATLANTIQUE**

#### **1. L'évolution de la philosophie russe en matière de politique étrangère**

7. La philosophie de la Russie post-soviétique en matière de politique étrangère est passée d'une brève période d'acceptation de l'ordre mondial dirigé par l'Occident au début des années 1990 à la promotion d'un monde soi-disant multipolaire, puis à une compétition ouverte, voire à une hostilité envers l'Occident depuis le milieu des années 2000, en particulier après 2014. En 2000, le concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie s'étendait sur la protection de la démocratie, des droits et des libertés constitutionnels, sur les mérites de la coopération internationale et sur une communauté d'intérêts avec d'autres puissances mondiales, tout en déplorant l'action souvent unilatérale de l'Occident. Cependant, la doctrine militaire de 2014, la stratégie de sécurité nationale de 2015 et le concept de politique étrangère de 2016 identifient clairement les États-Unis et l'OTAN comme principales menaces à sa sécurité nationale.

8. Quand Vladimir Poutine a présenté la doctrine ouvertement anti-occidentale de la Russie à la conférence de Munich sur la sécurité en 2007, il était encore largement considéré comme pragmatique. La compétition avec l'Occident était principalement géopolitique, pas idéologique. À cette époque, le récit du Kremlin évoquait une Russie « se relevant après avoir été à genoux » et un Occident, en particulier les États-Unis, cherchant à limiter la Russie au rôle de concurrent indésirable et de menace pour l'hégémonie occidentale mondiale. Pour le Kremlin, les « révolutions de couleur » dans les anciennes républiques soviétiques, en particulier la « révolution des roses »

en Géorgie en 2003 et la « révolution orange » en Ukraine en 2004, font partie d'un complot occidental visant à reprendre le contrôle de ces républiques que Moscou considère depuis toujours comme faisant partie de sa sphère d'influence naturelle.

9. Cependant, et ce surtout depuis l'invasion de l'Ukraine en 2014, le régime de M. Poutine est devenu bien plus idéologique. La propagande d'État présente la Russie comme le pilier des « valeurs traditionnelles » à l'opposé de la soi-disant décadence morale de l'Occident. La stratégie de sécurité nationale de 2015 ne mentionne la démocratie qu'une seule fois contre plusieurs références aux « valeurs morales et spirituelles russes traditionnelles » (IEEE, 2016). Au cours des dix dernières années, les autorités n'ont eu de cesse d'attiser le sentiment nationaliste dans le pays par le biais des chaînes de télévision publiques et en inondant les salles de cinéma de films ultra-patriotiques. Le régime cultive également des relations étroites avec l'église russe orthodoxe, relations qu'il affiche ouvertement. La nouvelle idéologie d'État glorifie un curieux mélange du passé tsariste et de l'héritage soviétique, voire staliniste, de la Russie. L'idéologisation du régime russe a de nettes répercussions en matière de politique étrangère et limite la possibilité d'un rapprochement authentique et durable entre la Russie et la communauté transatlantique.

## 2. Les défis militaires posés par la Russie<sup>1</sup>

10. Alors que la Russie n'a plus les moyens d'endosser le rôle de contrepoids des États-Unis sur la scène internationale, elle reste un acteur mondial majeur en grande partie grâce à sa puissance militaire. Tout en identifiant les États-Unis et l'OTAN comme son principal adversaire, le Kremlin mène en parallèle un ambitieux programme de modernisation militaire et renforce sa présence militaire de l'Arctique au Moyen-Orient et au-delà.

11. Ayant tiré les enseignements de l'invasion de la Géorgie en 2008, la Russie, sous la direction du ministre de la défense Anatoly Serdyukov (2007-2012), a entamé une restructuration générale de ses forces armées. L'objectif final était de réduire les forces russes pour les rendre plus véloces, mieux coordonnées et capables d'être déployées rapidement ainsi que de les équiper d'un arsenal moderne. Les investissements de modernisation des équipements ont grimpé en flèche, un montant de 640 milliards de dollars ayant été réservé à la modernisation de la défense sur la période terminée en 2020 (Monaghan, 2016). Les experts mettent en exergue les progrès apportés au développement des capacités de défense aérienne (comme le S-400), des drones, des armes hypersoniques, des missiles balistiques à courte portée et à portée intermédiaire, des missiles de croisière ainsi qu'à la guerre électronique (Giles, 2017). La Russie a également testé un missile de croisière 9M729 (désignation OTAN : SSC-8 Screwdriver), événement qui, selon les Alliés, constitue une violation du traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (traité FNI). La réforme Serdyukov visait aussi la simplification de la structure de commandement, l'amélioration du système de formation et l'augmentation considérable des salaires du personnel militaire.

12. Par ailleurs, les forces russes acquièrent actuellement une expérience de terrain inestimable en Syrie et en Ukraine. La Russie affirme avoir testé près de 300 systèmes d'arme en Syrie, ce qui lui a permis de décider d'abandonner 12 d'entre eux (Stoicescu, 2019). Qui plus est, plusieurs dizaines de milliers de soldats russes ont été déployés en Syrie par rotation, y compris tous les commandants des districts militaires, ce qui a permis de tester différents systèmes de commandement et de contrôle et d'identifier les talents (Howard & Czekaj, 2019).

13. Les effectifs et les plateformes déployés par la Russie dans ses régions occidentales dépassent ceux de l'OTAN sur le flanc est de l'Alliance. On estime qu'il y a 150 000 soldats dans le district militaire Ouest de la Russie, dont 65 000 au sein d'unités de combat. À cela s'ajoutent environ 30 000 soldats membres de troupes aéroportées pouvant être rapidement déployés. La flotte russe

<sup>1</sup> Pour en savoir plus, voir le rapport 2020 de la commission de la défense et de la sécurité : [La modernisation des forces armées russes, source de défis pour les membres de l'OTAN](#)

de la Baltique compte en tout 35 navires de guerre et deux sous-marins, tandis que la force aérienne dans le district militaire Ouest de la Russie comporterait environ 190 chasseurs, 80 bombardiers et 160 hélicoptères d'attaque (Marran, 2021). La Russie a également déployé d'importantes capacités de déni d'accès/interdiction de zone (A2/AD) dans les régions de la mer Baltique et de la mer Noire, y compris des S-400 et des missiles Iskander-M à capacité nucléaire dans le district de Kaliningrad et, d'après nos sources ukrainiennes, dans la Crimée illégalement occupée. La Russie a également largement augmenté sa présence dans la région nord-atlantique ces dernières années. Les nouveaux sous-marins russes sont considérés comme une menace croissante pour les voies de communications maritimes et les câbles sous-marins en fibre optique reliant l'Amérique du Nord à l'Europe. De plus, les exercices militaires quadriennaux et régionaux *Vostok*, *Tsentri*, *Kavkaz* et *Zapad* ont gagné en envergure ces derniers temps. *Zapad* a pour objectif de tester la capacité des forces russes à se déployer rapidement et à manœuvrer contre d'éventuels adversaires sur ses frontières occidentales. Les représentants de l'OTAN ont souligné le manque de transparence lors de la conduite du dernier exercice *Zapad* en 2017. Un nouvel exercice *Zapad* est prévu dans la deuxième moitié de 2021.

14. Les forces nucléaires stratégiques de la Russie conservent une place centrale dans la stratégie militaire du pays. Conformément au nouveau traité START, la Russie déploie environ 1 500 ogives sur des missiles à longue portée et des bombardiers stratégiques. De plus, on estime que près de 2 000 ogives sont assignées aux plateformes non stratégiques à la portée plus courte. La Russie de Vladimir Poutine semble s'être rendue plus dépendante aux armes nucléaires, et les déclarations publiques des représentants russes laissent penser que Moscou n'exclut pas de menacer de les utiliser même dans des conflits régionaux (CRS, 2020).

15. Il est très complexe d'évaluer les dépenses de défense de la Russie. Le budget de défense officiel en 2020 était d'environ 3 120 milliards de roubles (soit environ 50 milliards de dollars selon le taux de change de janvier 2020). La pandémie de Covid-19 a interrompu la croissance nominale régulière des dépenses de défense russes sur plusieurs années, et le budget officiel pour 2021 s'élevait à nouveau à environ 3 100 milliards de roubles (Marran, 2021). Toutefois, avec la dépréciation du rouble, ce montant ne représente plus que 43 milliards de dollars environ. La Russie arriverait donc derrière les membres de l'OTAN que sont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne en termes de dépenses de défense. Cela étant, le véritable montant des dépenses de défense russes est vraisemblablement beaucoup plus élevé. Selon des sources crédibles, telles que le SIPRI et l'IISS, la Russie a consacré plus de 60 milliards de dollars par an à la défense en 2019 et en 2020. De plus, comme la Russie achète ses équipements et ses services à ses propres entreprises d'État en rouble, certains experts suggèrent d'appliquer le critère de parité de pouvoir d'achat (PPA). Dans ce cas, le montant des dépenses de défense de la Russie s'élèverait à 150-180 milliards de dollars par an (Kofman, 2019). La Russie consacre systématiquement autour de 4 % de son PIB à la défense.

16. La modernisation de la défense russe connaît des hauts et des bas. Certains défis continuent à peser sur le complexe industriel de défense de la Russie. Par exemple, la Russie ne semble pas en mesure de produire en masse son char de combat, le T-14 Armata. La Russie a également reporté la livraison de son nouveau chasseur multirôle Sukhoi Su-57 Felon, initialement prévue au début des années 2020, à fin 2027 (IISS, 2020). Le développement du nouvel ICBM à lanceur sous-marin accumule les retards et les défaillances (*Warsaw Institute*, 2017). L'évolution de la Russie vers un régime plus idéologique semble avoir un impact sur le rythme de la réforme Serdyukov. Alexander Golts, éminent spécialiste du monde militaire russe, estime que les pragmatistes tels M. Serdyukov se font graduellement remplacer au sein de l'establishment militaire russe par des idéologues partisans d'une défense impliquant l'ensemble de la société et qui sont fermement convaincus que les qualités exceptionnelles du peuple Russe sont la meilleure des ressources pour gagner une guerre (Golts, 2018).

17. La Russie se confronte au dilemme de concilier ses ambitions internationales et ses capacités militaires. Elle poursuit plusieurs objectifs à la fois : maintenir son statut de puissance mondiale (d'où le besoin de développer des capacités de projection de puissance et de conserver un important arsenal militaire), conserver et étendre son contrôle sur les États post-soviétiques (d'où la nécessité de détenir des unités de combat opérationnelles ainsi que des capacités A2/AD et hybrides), se protéger de la menace qu'elle perçoit de la part de l'OTAN (d'où le besoin d'avoir la capacité de mobiliser massivement et de constituer de grandes unités à la puissance de feu redoutable) et préserver le régime en place (d'où la notion de « forteresse Russie » et la possibilité d'une « guerre courte et victorieuse » pour renforcer la popularité du régime). On est en droit de douter de la capacité de la Russie à mener à bien tous ces efforts compte tenu de sa faible croissance économique, de l'existence de sanctions, du faible développement technologique et de la montée du mécontentement sur son territoire. Il semble peu probable que la Russie adopte une attitude plus rationnelle envers ces objectifs contradictoires, par exemple réduire la confrontation avec l'Occident irait à l'encontre des intérêts du régime. Si la croissance des capacités militaires russes s'avère plus lente que celle de ses concurrents, la Russie pourrait être tentée d'agir promptement pour capitaliser sur son influence internationale et régionale avant que celle-ci ne diminue. Il ne serait pas surprenant que la Russie intensifie sa politique de la corde raide à court et moyen terme.

### 3. Guerre hybride, cyberattaques, propagande et désinformation

18. La Russie a beau figurer parmi les pays ayant les plus grandes dépenses de défense au monde et concentrer ses capacités en direction de l'Occident, elle ne saurait imaginer égaler les capacités militaires et les dépenses de défense collectives de l'OTAN. C'est pourquoi Moscou cherche plutôt à doubler l'OTAN par des voies détournées, c'est-à-dire en employant massivement des techniques « hybrides ». On peut définir la guerre hybride comme « l'utilisation de tactiques asymétriques destinées à sonder et à exploiter les faiblesses de l'adversaire par des moyens non militaires (intimidation et manipulation politiques, économiques et de l'information) avec, à l'appui de ces derniers, la menace de recourir à des moyens militaires conventionnels et non conventionnels »<sup>2</sup>. Dans le contexte de l'OTAN, la « guerre hybride » désigne une campagne menée à l'encontre d'un Allié ou de l'Alliance dans son ensemble par des moyens non susceptibles de déclencher l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord.

19. En 2013, Valery Gerasimov, alors chef de l'état-major russe, publiait un article pour décrire cette nouvelle forme de guerre où les méthodes non conventionnelles, perturbatrices et douteuses brouillent la frontière entre guerre et paix. L'Ukraine a été la première cible de ce nouveau type de guerre. En 2014, profitant du chaos créé par les manifestations pro-européennes (Euromaïdan), la Russie a semé la confusion en répandant de fausses informations tandis que des soldats russes vêtus de simples uniformes dépouillés de leurs sigles, de leurs noms et de leurs rangs ont rapidement occupés la péninsule de Crimée en Ukraine sans déclaration de guerre ni reconnaissance aucune de la part de Moscou d'un tel déploiement de troupes. Suite à cela, la Russie a organisé des forces supplétives dans l'est de l'Ukraine et n'a cessé de leur fournir un appui humain et matériel. Si l'Ukraine a servi de terrain d'expérimentation pour les aspects les plus agressifs de la « doctrine Gerasimov », les tactiques hybrides de la Russie ont été utilisées dans toute l'Europe pour semer des fausses informations, influencer des élections et modifier les perceptions.

20. Au cours des dernières années, la Russie n'a eu de cesse de subvertir la démocratie et l'État de droit en Europe en répandant de fausses informations, en soutenant les partis d'extrême droite, nationalistes et eurosceptiques, en instrumentalisant ses ressources énergétiques et en menant des cyberattaques (Taylor, 2019). Parmi les efforts hybrides aussi audacieux que préoccupants, on peut citer : l'explosion en 2014 dans un dépôt d'armes en République tchèque ; la tentative de coup d'État en 2016 au Monténégro à l'approche de son accession à l'OTAN, dont deux des participants condamnés seraient des agents des services de renseignement militaire russes (Crosby, 2019) ; les

<sup>2</sup> Définition tirée du rapport général 2015 de la commission de la défense et de la sécurité de l'AP-OTAN : [La guerre hybride : un nouveau défi stratégique pour l'OTAN ?](#) [166 DSC 15 F bis]



tentatives par des diplomates russes en 2018 de saboter l'accord entre Athènes et Skopje sur la dénomination de la République de Macédoine du Nord en vue de la future adhésion de cette dernière à l'OTAN ; l'ingérence russe dans les élections présidentielles américaines de 2016, dans le référendum du Brexit et le financement indirect, via un prêt passé auprès d'une banque russe, de la principale candidate d'opposition lors des élections présidentielles françaises (Taylor, 2019) ; ainsi que de nombreuses cyberattaques portant toutes les signes de l'implication de Moscou, en particulier l'attaque du réseau électrique ukrainien en 2015 - première attaque réussie de ce genre - et le piratage du logiciel *SolarWinds* qui a permis à la Russie d'accéder aux emails de plusieurs instances gouvernementales américaines, y compris des départements du trésor, de la justice et du commerce (Reuters, 2021). En réponse au piratage de *SolarWinds* et à l'ingérence dans les élections américaines de 2020, le président Biden a introduit, en avril 2021, des sanctions contre des individus et des entités russes spécifiques. Au début de la pandémie de Covid-19, la Russie mené des campagnes d'assistance hautement médiatisées dans les pays les plus touchés, campagnes que la machine à propagande russe a utilisées comme preuve de l'efficacité et de la générosité de l'État russe, en contraste avec la réponse qualifiée d'« incompétente » de la part des Occidentaux. Le développement du vaccin Spoutnik V sert lui aussi d'outil de politique étrangère à la Russie : il a largement été proposé à l'étranger, y compris chez les Alliés, alors que la Russie n'a pas pu produire suffisamment de doses pour ses propres citoyens. La propagande russe et les trolls sur internet s'occupent quant à eux de critiquer et d'instaurer la méfiance des sociétés occidentales à l'égard des vaccins américains et européens.

## B. LA RUSSIE ET LA CHINE

21. L'alignement stratégique croissant entre la Russie et la République populaire de Chine (ci-après, la Chine) est sans aucun doute l'un des principaux éléments du paysage mondial géopolitique contemporain. Moscou et Pékin sont unis dans leur opposition au leadership américain sur la sphère internationale. Les deux capitales sont souvent à l'unisson au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, par exemple pour bloquer les résolutions de l'ONU sur la Syrie ou, plus récemment, sur la condamnation du coup d'État militaire au Myanmar. Le partenariat sino-russe s'est particulièrement intensifié suite à la forte détérioration des relations entre la Russie et l'Occident en 2014. Pékin s'abstient de toute critique de l'agression russe contre ses voisins ; de son côté, Moscou reste muet, voire soutient, les atteintes de Pékin à l'État de droit à Hong Kong et l'oppression des Ouïghours. Les deux pays sont également opposés à l'internet ouvert et défendent la mise en place d'un régime international qui autoriserait les États à contrôler les activités en ligne, officiellement pour surveiller les menaces terroristes, entre autres menaces à la sécurité. La Russie et la Chine partagent un nombre croissant de pratiques autoritaires, comme la répression des ONG soi-disant financées par l'étranger ou l'imposition de restrictions sur les réseaux sociaux. Dans le sillage de la Russie, la Chine mène une campagne de « désinformation nihiliste à la russe » contre les vaccins européens à l'aide des médias d'État et de sources disponibles en ligne (Paun & Luthi, 2021). Lors des manifestations à Hong Kong, les responsables du gouvernement se sont servis des mesures d'urgence contre le coronavirus pour limiter les rassemblements pro-démocratie, tactique reprise plus tard par la Russie afin de limiter les manifestations pro-Navalny (Thiessen, 2020).

22. La dimension militaire de la relation sino-russe est considérable. Pour la Chine, la Russie est un fournisseur indispensable de capacités militaires et les exportations d'armements vers la Chine ont sensiblement augmenté depuis 2014. La Chine a acheté à la Russie des chasseurs Su-27 et Su-35, des systèmes de défense aérienne S-300 et S-400 ainsi que des missiles anti-navire. On estime que les armements russes représentent 70 % du total des importations d'armements de la Chine (Kendall-Taylor & Shullman, 2021). La Russie reste une puissance militaire bien plus importante que la Chine grâce à ses redoutables forces nucléaires stratégiques et à ses capacités de projection aérienne et A2/D2 plus avancées ; mais la donne est en train de changer. Les dépenses de défense de la Chine sont au moins trois fois supérieures à celles de la Russie ; la Chine investit largement dans des capacités ultramodernes comme des missiles de croisière supersoniques, des drones modernes et des armes hypersoniques ; d'après le département

américain de la défense, la Chine dispose déjà de « la plus grande flotte du monde » forte de 350 navires et sous-marins (département américain de la défense, 2020). La Chine prévoit également de doubler son arsenal d'armes nucléaires d'ici dix ans. En revanche, elle manque d'expérience opérationnelle pour utiliser pleinement son matériel flambant neuf. À cet égard, la Russie apporte un soutien inestimable en conduisant, depuis 2005, des exercices militaires conjoints. Dans le cadre de leur exercice maritime conjoint annuel notamment, les marines russe et chinoise ont mené des simulations en Méditerranée en 2015 et dans la Baltique en 2017.

23. La Chine éclipse la Russie en tant que puissance économique. Les deux nations ont considérablement augmenté le volume de leurs échanges commerciaux et de leurs investissements directs étrangers depuis 2014, le montant des échanges commerciaux bilatéraux atteignant quelque 110 milliards de dollars en 2019. Si le commerce a chuté au cours du premier semestre de 2020 à cause de la pandémie, les deux nations devraient se rétablir et poursuivre leur croissance en 2021 et après (Reid, 2020). Cette relation économique est à la fois complémentaire et déséquilibrée : la Russie exporte principalement des armes et des matières premières à la Chine, tandis que la Chine lui vend des produits manufacturés. Depuis 2010, la Chine est le premier partenaire commercial de la Russie, représentant 15,5 % de l'ensemble des échanges commerciaux de la Russie en 2018<sup>3</sup>. Du côté chinois, les échanges commerciaux avec la Russie représentent moins de 1 % du total de ses échanges (Hillman, 2020). La Chine a exploité l'isolement de la Russie sur la scène internationale en 2014 pour arriver à un accord, aux conditions principalement fixées par la Chine, de construction du premier gazoduc de gaz naturel entre les deux pays, le *Power of Siberia*. Opérationnel depuis 2019, le gazoduc devrait, d'ici 2025, transporter 38 milliards de mètres cubes (Md de m<sup>3</sup>) par an (pour référence, en 2018, la Chine a consommé 283 Md de m<sup>3</sup> de gaz, dont une majorité produite sur son territoire). Ce projet participe à la diversification des importations d'énergie de la Chine, mais ne donne pas de véritable influence à Moscou sur Pékin (CRS, 2020). De plus, alors que l'Union européenne vise la neutralité climatique à l'horizon 2050, la Russie va peu à peu perdre son principal client énergétique et dépendre de plus en plus de la volonté chinoise de lui acheter des hydrocarbures. Malgré ses efforts, Moscou n'a pas été capable de se trouver un véritable rôle dans l'initiative de nouvelle route de la soie de la Chine, laquelle court-circuite largement la Russie.

24. Malgré de nombreuses synergies naturelles et un dialogue politique de haut niveau régulier, sur le plan bilatéral ou dans le contexte de regroupements comme la *Shanghai Cooperation Organisation* (SCO), Moscou et Pékin n'ont pas formalisé leur « division des tâches » sur le plan international et n'ont pas formé d'alliance solide. De nombreuses voix, y compris en Russie, prédisent l'effondrement imminent de l'axe sino-russe pour une multitude de raisons, comme la proximité de la Russie avec l'Europe ou le malaise de la Russie quant à l'influence croissante de la Chine dans l'Arctique et en Asie Centrale. Inversement, la Russie cultive aussi d'étroites relations avec les concurrents régionaux de la Chine, à savoir l'Inde et le Viet Nam. Cependant, les dirigeants et les diplomates chinois ont réussi jusque-là à apaiser les préoccupations russes et à traiter la Russie en tant que partenaire, d'égal à égal. Bien que la montée en puissance de la Chine puisse défier les intérêts nationaux russes sur le long terme, cette menace semble encore lointaine par rapport au défi plus immédiat d'assurer une stabilité au régime de Vladimir Poutine (Ziegler, 2021).

25. Face à la montée en puissance de la Chine, un certain nombre de voix importantes insistent des deux côtés de l'Atlantique sur la nécessité de renouer des liens avec la Russie afin de prévenir l'émergence d'un bloc sino-russe anti-occidental unifié. Cependant, à moins que la communauté euro-atlantique n'accepte de faire d'importantes concessions à la Russie, y compris certaines susceptibles de compromettre les intérêts des Alliés et des partenaires de l'OTAN est-européens, il est fort peu probable que Moscou revienne sur sa décision de rechercher un plus grand alignement avec la Chine. Le partenariat sino-russe est fondé sur une importante convergence d'intérêts et

<sup>3</sup> Toutefois, le volume des échanges commerciaux de la Russie avec l'Union européenne dans son ensemble représente plus du double de celui des échanges avec la Chine.

soutenu par la socialisation croissante entre les classes politiques et les sociétés des deux pays. Toute tentative de s'immiscer entre la Russie et la Chine serait futile et susceptible de mal tourner. Dans sa relation avec la Chine comme avec la Russie, la communauté euro-atlantique doit faire preuve de cohérence, de prévisibilité et d'engagement en faveur d'un ordre fondé sur des règles.

### C. LA RUSSIE ET LA RÉGION MOAN ÉLARGIE

26. Suite à la dislocation de l'Union soviétique, l'influence de la Russie dans le Moyen-Orient s'est dissipée. Cependant, sous le président Poutine, la Russie est redevenue un élément important de la géopolitique de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) élargie. L'activisme de la Russie est motivé par quatre facteurs : 1) relever son prestige politique ; 2) idéologique : conformément à l'aversion générale du Kremlin pour les changements de régimes à la suite de soulèvements populaires, la Russie a tendance à supporter les anciens régimes arabes, en particulier ceux issus du panarabisme et du socialisme arabe, comme le parti Baas autrefois soutenu par l'Union soviétique ; 3) économique : principalement pour les ventes d'armes dans la région et la coopération énergétique ; et 4) pratique : pour affirmer sa puissance militaire, perfectionner son commandement et affiner ses capacités de contrôle. En outre, la Russie a renforcé son activisme régional parce que la situation s'y prêtait, en raison notamment de la fatigue de l'Occident dans la région MOAN et des nouvelles opportunités de projection de puissance proposées par l'annexion illégale de la Crimée par la Russie. La Russie se sert de la Crimée comme d'une base pour ses navires de guerre à partir de laquelle elle peut projeter sa puissance sur le Moyen-Orient, grâce notamment à la capacité de ses navires à utiliser le missile de croisière Kalibr d'une portée de 1 500 kilomètres.

27. L'implication militaire de la Russie dans la guerre civile en Syrie a été l'un des éléments déterminants de la politique étrangère russe ainsi que, plus généralement, l'un des principaux facteurs d'évolution du paysage politique au Moyen-Orient. La présence de la Russie en Syrie a radicalement changé l'issue de la guerre. Elle a permis à la Russie d'établir un point d'ancrage stratégique dans la région en élargissant sa présence militaire autrefois limitée dans le port syrien de Tartous. Cela a servi de signal pour informer les dirigeants de la région que Moscou est un allié fiable même dans les moments difficiles (Rumer, 2019). Alors que la guerre sur le terrain diminue, la Russie se penche désormais sur la politique syrienne ainsi que sur les éventuels avantages économiques à tirer de la reconstruction de la Syrie, reconstruction évaluée à 350 milliards de dollars (Vohra, 2019). Au sujet de l'influence de la politique syrienne et de la reconstruction, la Russie doit faire avec un concurrent exerçant lui aussi une emprise considérable sur le régime al-Assad : l'Iran.

28. La relation entre la Russie et l'Iran est fondée sur les mêmes aspirations à contrer l'influence américaine, illustrées notamment par leur partenariat en Syrie, un veto russe systématique sur toute résolution des Nations unies à l'encontre de l'Iran et leur collaboration en vue d'améliorer l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 en faveur de l'Iran (Geranmayeh & Liik, 2016). Sur le plan économique, les échanges commerciaux bilatéraux sont passés de 1,74 milliards de dollars en 2018 à 2 milliards de dollars en 2019. De son côté, l'Iran a enregistré une augmentation considérable de ses exportations vers les nations de l'*Union économique eurasiatique* (UEE), menée par la Russie, depuis la signature d'un accord de libre-échange. Les deux pays ont également travaillé en étroite collaboration afin de mieux connecter leurs économies grâce à des projets d'infrastructure, à l'instar du projet russe de construction d'un nouveau port sur la mer Caspienne pour améliorer les flux commerciaux russo-iraniens et mieux relier la Russie aux routes commerciales de l'océan Indien (Vatanka, 2020). Dans l'ensemble, les relations entre la Russie et l'Iran sont mutuellement profitables. Cependant, des divergences subsistent, notamment à propos de leurs intérêts et de leurs objectifs à long terme en Syrie, et, dans une moindre mesure en Asie centrale, ainsi que sur leurs positions radicalement différentes vis-à-vis d'Israël.

29. Le président Poutine et le premier ministre Benjamin Netanyahu ont largement élargi la relation entre la Russie et Israël. Il ne fait aucun doute que cette relation ne se limite pas non plus à

de simples échanges commerciaux bilatéraux, lesquels sont chiffrés à 5 milliards de dollars. La Russie affirme qu'environ 2 millions d'anciens citoyens russes, des Juifs russophones originaires de l'Union soviétique, vivent en Israël. À cela s'ajoutent d'autres facteurs ayant motivé la Russie à nouer des relations étroites avec Israël : l'avancée technologique et économique d'Israël et son important rôle géopolitique au Levant (Kozhanov, 2020). Toutefois, l'équilibre de la relation entre les deux pays est fragile. Israël et l'Iran sont ennemis, et Moscou garde souvent le silence quand Israël mène des frappes aériennes sur des cibles iraniennes en Syrie. D'autre part, Israël a exercé des pressions sur la Russie pour qu'elle ne vende pas ses systèmes de défense aérienne S-300 à la Syrie et à l'Iran. La Russie a tout de même vendu ses S-300 à l'Iran mais a néanmoins refusé de lui vendre son modèle plus avancé, le S-400 (Rumer, 2019).

30. Les États du Golfe ne sont pas vraiment des partenaires naturels de la Russie. La Russie et les États du Golfe n'entretiennent que peu d'échanges commerciaux bilatéraux, et la plupart d'entre eux sont opposés au rôle de la Russie en Syrie et à son partenariat avec leur ennemi juré, l'Iran. Les États du Golfe sont en outre de proches alliés des États-Unis. Cependant, les États du Golfe, et l'Arabie saoudite en particulier, explorent de nouvelles opportunités de coopération rapprochée avec de nouveaux partenaires, Russie comprise, en réaction à ce qu'ils considèrent comme une perte d'intérêt de la part des États-Unis dans la région. La visite historique à Moscou du roi Salmane d'Arabie saoudite en 2017 a marqué le début d'une nouvelle relation et s'est soldée par des promesses commerciales chiffrées à plusieurs milliards de dollars sur une grande variété de produits allant du pétrole aux armes (Wintour, 2017). La plupart de ces promesses d'investissement doivent encore se matérialiser. La fragilité du partenariat a été révélée en mars 2020 par la lutte entre la Russie et l'Arabie saoudite sur la réduction de la production de pétrole (Belenkaya, 2020). Les relations entre la Russie et les États du Golfe se sont depuis calmées et suivent d'ailleurs une trajectoire ascendante sur les dernières années. La Russie reste toutefois un concurrent et non un allié pour les producteurs de pétrole du Golfe et celle-ci ne peut leur proposer aucune opportunité commerciale qui leur permettraient de diversifier leurs économies (Rumer, 2019).

31. Les activités de la Russie au Maghreb se concentrent autour de l'exportation de pétrole et d'armes dans trois pays : l'Égypte, la Libye et l'Algérie. Contrarié par la décision de l'administration Obama de reconnaître son prédécesseur Mohamed Morsi, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi cherche à élargir les partenariats de sécurité au-delà de l'alliance historique de son pays avec les États-Unis. En octobre 2018, l'Égypte a annoncé un accord de partenariat stratégique avec la Russie qui leur a permis de développer leurs relations économiques et militaires, comme avec l'accord sur la construction de la centrale nucléaire de Dabaa par la société russe Rosatom et le possible achat de chasseurs Su-35 par l'Égypte (ce qui pourrait entraîner des sanctions américaines dans le cadre de la loi américaine de 2017 visant à contrer l'influence russe en Europe et en Eurasie *Countering Russian Influence in Europe and Eurasia Act*) (Sharp, 2020). Toutefois, on ne peut pas dire que la relation russo-égyptienne soit très impressionnante : la Russie n'a pas les moyens d'investir à la hauteur des besoins de l'Égypte, et cette dernière ne souhaite pas couper les liens solides qu'elle entretient avec les États-Unis en donnant à la Russie l'implantation et la coopération militaires qu'elle attend (Rumer, 2019). En Libye, la Russie soutient le général Khalifa Haftar principalement par le biais du groupe Wagner, une organisation de mercenaires composée d'anciens soldats russes et vraisemblablement contrôlée par le gouvernement russe (Reynolds, 2019) ; elle espère que ce soutien se matérialisera par une présence militaire et engendrera des profits économiques sur le long terme. Depuis l'époque soviétique, la Russie entretient par ailleurs d'étroites relations avec l'Algérie, important acheteur d'armes russes. Les acquisitions d'armes par l'Algérie sont l'un des plus gros aspects des échanges commerciaux bilatéraux entre les deux pays, si bien que les exportations russes en Algérie sont 450 fois plus importantes que la maigre importation de produits algériens en Russie. L'Algérie est un important fournisseur de pétrole pour l'Europe et est, elle aussi, membre de l'OPEP. Ainsi, sur la question énergétique, à l'instar des États du Golfe, l'Algérie considère la Russie comme un concurrent plutôt qu'un allié, et les accords de coopération et d'exploration passés entre la société russe Lukoil et la société algérienne Sonatrach n'ont pour l'instant abouti sur rien de précis (Mohammedi, 2021).

32. La Russie cherche également à élargir son influence en Afrique au-delà du Maghreb. Fin 2020, le Soudan a autorisé la Russie à installer une base navale sur la mer Rouge pouvant accueillir jusqu'à quatre navires et 300 soldats, ce qui donnerait à la Russie un important point d'ancrage dans la région stratégique qui s'étend du canal de Suez au golfe d'Aden. Le groupe Wagner aurait lui aussi été déployé au Soudan, en République centrafricaine et dans un certain nombre d'autres pays d'Afrique. De façon globale, la présence de la Russie au Sahel a considérablement augmenté depuis 2019, notamment au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. La Russie cherche, à long terme, à gagner une influence économique et politique dans la région et à se présenter comme une alternative aux autres grands acteurs comme la France (Sukhankin, 2020).

### III. LA RUSSIE ET SON VOISINAGE IMMÉDIAT

#### A. LA RUSSIE ET LA CRISE POLITIQUE AU BÉLARUS<sup>4</sup>

33. Aucun autre pays de l'espace post-soviétique n'est aussi proche politiquement, historiquement et culturellement de la Russie que le Bélarus. D'après le recensement de 2009, 70 % de la population parle russe en première langue contre seulement 23 % pour le biélorussien (CRS, 2021). Les deux pays ont formellement créé un « État unifié » en décembre 1999, dont la mise en œuvre est aujourd'hui encore largement incomplète. Le dictateur du pays, Alexandre Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, a de temps à autre flirté avec l'Occident et fait quelques concessions, par exemple la libération de certains prisonniers politiques en 2015 mais uniquement en vue d'obtenir des concessions de la part de la Russie, notamment du pétrole et du gaz russe à prix réduit.

34. Sur le plan idéologique, le régime Loukachenko cultive l'identité biélorussienne soviétique, notamment en réintroduisant drapeau et armoiries du Bélarus soviétique, en entretenant la mémoire de la seconde guerre mondiale et en défendant l'image de la Russie comme celle du « grand frère » du Bélarus. Cependant, au cours des 30 années d'indépendance, la société biélorussienne, et ultérieurement M. Loukachenko lui-même, ont peu à peu épousé une interprétation plus large de l'identité biélorussienne en remontant jusqu'au passé médiéval de la nation, époque durant laquelle elle appartenait à la sphère culturelle européenne. Concrètement, la compétition entre ces deux identités est illustrée d'un côté par les manifestations biélorussiennes de 2020-2021 au cours desquelles les manifestants ont largement, et à vrai dire presque exclusivement, brandi le drapeau national rouge-blanc-rouge et scandé le slogan « *Zhivye Belarus* » (« vive le Bélarus ») en langue biélorussienne, et, de l'autre, par le maniement du drapeau soviétique par les partisans du gouvernement.

35. La crise de 2020 au Bélarus a incarné la transformation fondamentale en cours de la société biélorussienne. Le régime avait clairement anticipé la possibilité d'un certain mécontentement à l'approche des élections présidentielles du 9 août, c'est pourquoi M. Loukachenko a d'abord décidé de se présenter comme le protecteur de l'indépendance du Bélarus face à l'intrusion russe. M. Loukachenko a même accusé la Russie d'ingérence dans la campagne électorale et a arrêté 33 « mercenaires » russes accusés de travailler avec l'opposition biélorussienne à des fins « terroristes » dans une mise en scène étrange qui s'est soldée par la libération des hommes après l'élection (Euractiv, 2020). Cependant, quand Svetlana Tikhonovskaïa a, contre toute attente et à la place de son mari incarcéré, gagné un immense soutien public et électoral, M. Loukachenko a non seulement réprimé brutalement les manifestations massives, mais aussi demandé de l'aide à M. Poutine en rappelant que les Russes et les Biélorussiens ne formaient qu'une seule et même nation menacée par l'Occident.

36. Moscou est restée relativement en retrait les jours suivant les élections truquées. Étant donné que les manifestants n'affichaient aucun sentiment pro-occidental ou antirusse, Moscou ne pouvait

<sup>4</sup> Pour en savoir plus sur les événements au Bélarus, se référer à l'avant-projet de rapport 2021 de la commission de l'économie et de la sécurité : [Bélarus : défis économiques, politiques et diplomatiques](#).

pas en effet risquer de saper les perceptions des Bélarussiens pro-russes en soutenant M. Loukachenko trop ouvertement (Sestanovich, 2020). Moscou a également dû évaluer la possibilité de mettre le dictateur bélarussien au pied du mur pour le pousser à accepter une plus forte intégration.

37. Quand la crise est entrée dans une phase critique et que M. Loukachenko semblait perdre de son emprise sur le pouvoir, la Russie, craignant un changement radical au Bélarus et la tenue de manifestations sur son propre territoire, lui a rapidement apporté son aide. En premier lieu, la Russie aurait envoyé deux avions remplis de journalistes russes pour alimenter les médias publics et la machine à propagande bélarussiens après la démission ou le licenciement d'un certain nombre de journalistes et d'employés du secteur (Luxmoore, 2020). Ensuite, M. Poutine a annoncé la création d'une réserve d'officiers de police russes prête à être déployée au Bélarus si « la situation [devenait] difficile à maîtriser » (*Moscow Times*, 2020). Troisièmement, lors de la rencontre entre M. Loukachenko et M. Poutine à Sotchi, le régime a obtenu un prêt de 1,5 milliard de dollars et aurait obtenu la promesse d'un deuxième prêt de 3 milliards de dollars à l'approche d'une deuxième rencontre programmée à Sotchi le 22 février (AP, 2021). Le discours public de M. Loukachenko a considérablement évolué au cours des derniers mois ; désormais, il ne tarit plus d'éloges sur la Russie et Vladimir Poutine, et promet que le Bélarus ne se détournera pas de la Russie en direction d'autres pays (Walker, 2020).

38. Cependant, l'aide apportée par la Russie à M. Loukachenko ne vient pas sans contreparties. Jusque-là, la Russie a obtenu des concessions militaires de la part du Bélarus, les deux pays ayant adopté une doctrine militaire commune et un « regroupement régional des forces » russo-bélarussiennes. Ils ont également intensifié les négociations portant sur un système avancé et intégré de défense aérienne. M. Lavrov a lui aussi déclaré que la présidence bélarussienne de la Communauté des États indépendants (CEI) en 2021 permettra de faire progresser l'intégration entre les deux pays. De son côté la Russie a cherché à régler rapidement ses différends commerciaux avec le Bélarus au sein de l'UEE et à exploiter le processus d'amendement constitutionnel afin de formaliser l'intégration bélarussienne à la Russie par l'État d'union (Barros, 2020). Si le régime Loukachenko survit à court terme, l'indépendance du Bélarus risque d'être un peu plus affectée. M. Loukachenko sera probablement affaibli par la perte graduelle du levier et des revenus énergétiques du Bélarus. La Russie cherche activement à court-circuiter le Bélarus et l'Ukraine pour acheminer son pétrole et son gaz directement aux pays de l'UE via le gazoduc NordStream, tout en essayant de changer le régime de taxation du pétrole et du gaz d'ici 2024. Un tel changement privera le Bélarus de sa capacité à acheter du pétrole brut à la Russie en-dessous des prix du marché, entraînant une importante chute des profits liés à la réexportation d'énergie par le Bélarus (Shraibman, 2020).

39. La sortie de la crise politique au Bélarus est très difficile à prédire. D'un côté, l'opposition se dit prête à poursuivre les manifestations, largement convaincue que Mme Tikhanovskaïa a remporté haut la main les élections d'août 2020. La légitimité de M. Loukachenko est largement remise en cause, au Bélarus comme à l'international ; les dirigeants des pays démocratiques hésitent d'ailleurs à parler de M. Loukachenko comme du « président » du pays. Alors que l'opposition continue à rappeler que la révolte n'est pas antirusse par nature, l'intervention de Vladimir Poutine aux côtés d'Alexandre Loukachenko joue sans aucun doute sur la perception publique d'un partenariat avec la Russie. Par exemple, d'après une enquête menée auprès des jeunes Bélarussiens par le Centre d'études est-européennes et internationales basé à Berlin, 55 % des jeunes interrogés pensent que le Bélarus doit rechercher une coopération plus étroite avec l'UE même si cela entraîne l'éloignement de la Russie (Krawatzek, 2020). Ceci étant, la majorité des Bélarussiens préfèrent actuellement une double coopération avec la Russie et l'UE (OSW, 2021).

## B. L'AGRESSION CONTINUE EN GÉORGIE ET EN UKRAINE

40. La violation par la Russie de l'intégrité territoriale de la Géorgie et de l'Ukraine et la déstabilisation perpétuelle de ces candidats à l'adhésion à l'OTAN et à l'UE a fait l'objet de nombreux rapports, résolutions et déclarations de l'AP-OTAN. Ces activités de déstabilisation ont continué en 2020 et 2021, malgré la pandémie.

41. En **Ukraine**, les militants russes et soutenus par les Russes continuent à alimenter le conflit armé dans les régions de l'est de l'Ukraine, qui a coûté la vie à plus de 13 000 personnes depuis 2014 et a provoqué le déplacement de plus de 1,5 millions de citoyens ukrainiens. Un cessez-le-feu renforcé a été décrété en juillet 2020, prévoyant notamment le retrait des équipements lourds présents sur le front, et a entraîné une baisse des incidents. Cependant, début 2021, les forces supplétives russes ont à nouveau intensifié les bombardements à l'artillerie des postes ukrainiens, à l'aide notamment de matériels interdits. En avril 2021, la Russie avait déjà envoyé d'importants effectifs prêts pour le combat vers la frontière ukrainienne et dans la Crimée occupée. Estimé, selon les forces ukrainiennes, à plus de 100 000 soldats, ce renforcement militaire rapide est du jamais-vu depuis l'invasion de l'Ukraine en 2014. Les dirigeants des Alliés et le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg se sont dits préoccupés par de tels développements. Gerald E. Connolly, président de l'AP-OTAN, a quant à lui qualifié le renforcement d'« imprudent et provocateur » et a demandé à la Russie de « mettre fin à ses provocations et à son escalade et à revenir à un positionnement responsable et diplomatique ». Les dirigeants de la communauté euro-atlantique ont renouvelé leur solidarité envers l'Ukraine face aux actes de déstabilisation de la Russie.

42. Les négociations pour la paix menées au format Normandie entre l'Ukraine, la Russie, la France et l'Allemagne restent au point mort : les rencontres ne concernent que les agents politiques, et il n'y a eu aucun sommet ni aucune rencontre ministérielle depuis 2019. Le principal défaut de ce format est la participation de la Russie dans le rôle de médiateur plutôt que dans celui de participant au conflit. L'Ukraine demande l'élargissement du format Normandie pour y inclure les États-Unis afin de sortir de l'impasse, mais la Russie est opposée à cette idée (Socor, 2021). En février 2021, au sixième anniversaire des accords de Minsk II, les États-Unis et les membres européens du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'Allemagne ont conjointement condamné l'alimentation continue du conflit par la Russie à travers le soutien financier et militaire de ses forces supplétives sur place, le déploiement d'équipements militaires interdits et les dénis d'accès continus aux observateurs de l'OSCE au segment de la frontière entre l'Ukraine et la Russie correspondant au Donbass (Euractiv, 2021). Malgré le désir d'annexion par la Russie exprimé par les pantins pro-russes dans la région, Moscou s'est jusque-là réfrénée d'agir de la sorte, en partie à cause du coût de la reconstruction de la région dévastée, coût estimé à plus de 20 milliards de dollars (Reznikov, 2021) mais aussi parce que le maintien de conflits gelés est une façon efficace de contrarier l'intégration euro-atlantique des anciens satellites de la Russie.

43. La Russie poursuit ses violations des droits humains dans la Crimée illégalement occupée et annexée. D'après l'UE, depuis les sept ans d'occupation, les « résidents de la péninsule sont confrontés à des restrictions systématiques de leurs libertés fondamentales » (EEAS, 2021). Le haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a affirmé recevoir régulièrement « des informations crédibles rapportant des actes de torture et de maltraitance causés sur des individus privés de liberté par les services de sécurité et la police de la Fédération de Russie en Crimée » (Unian, 2021). Plus précisément, la Russie exerce une oppression systématique de la communauté tatare de Crimée, notamment en fermant ses médias, en persécutant ses dirigeants et en désignant son assemblée autonome, le Majlis, comme organisation terroriste. La Russie a également enfreint le droit international et son propre accord avec l'Ukraine en construisant un pont entre la Crimée et la Russie, entravant de fait la liberté de navigation de l'Ukraine dans la mer d'Azov.

44. Afin de remobiliser l'attention internationale sur la question de la Crimée, l'Ukraine a lancé, en octobre 2020, la « plateforme pour la Crimée », stratégie sur la désoccupation de la Crimée impliquant des efforts collaboratifs sur quatre niveaux : les chefs d'État et de gouvernement, les ministres des affaires étrangères et de la défense, les parlementaires et les experts. L'Assemblée parlementaire de l'OTAN, en coopération étroite avec la délégation ukrainienne à l'AP-OTAN, réfléchit à la contribution qu'elle peut apporter à cette plateforme au niveau interparlementaire. Lors de la rencontre du Conseil interparlementaire Ukraine-OTAN (UNIC) en février 2021, le président de l'AP-OTAN et membre du Congrès des États-Unis Gerald E. Connolly a rappelé la position ferme des parlementaires de l'OTAN selon laquelle l'Alliance « ne [reconnaîtrait] jamais l'occupation illégale de la Crimée ».

45. L'Ukraine reste le laboratoire des techniques de propagande et de désinformation de la Russie. Les propagandistes russes minimisent sans relâche les exploits démocratiques du pays et exagèrent tous les problèmes de l'Ukraine dans le but de prouver au public russe que la démocratie et l'orientation pro-occidentale mènent à la catastrophe. Les entités de vérification des faits telles que StopFake.org et la task force de l'UE *East Stratcom* relèvent presque quotidiennement des éléments de propagande et des fausses informations anti-ukrainiens émis par la Russie. En réaction à ces activités, le président Volodymyr Zelensky a imposé, en février 2021, un ensemble de sanctions comprenant la suppression de trois chaînes de télévision coupables d'avoir diffusé des récits pro-Kremlin.

46. La **Géorgie**, elle aussi victime de l'agression de la Russie depuis 2008, est actuellement embourbée dans une crise politique intérieure depuis les élections législatives de fin 2020. On peut partiellement retracer les origines de cette crise à un incident lié à la Russie en juin 2019 : en effet, lors d'une rencontre des législateurs des pays orthodoxes, le parlementaire russe controversé Sergei Gavrilov a été autorisé à s'asseoir à la place du président du parlement géorgien. Nika Melia, dirigeant du principal parti d'opposition géorgien, le Mouvement national uni, est actuellement poursuivi en justice pour avoir mené les manifestations qui ont suivi cet incident. Les poursuites à l'encontre de M. Melia sont un point de contention majeur entre le gouvernement et l'opposition, et, avec les accusations par l'opposition de trucage des élections en 2020, elles ont mené la politique géorgienne dans une impasse. Si la crise politique actuelle est principalement d'origine intérieure, la Russie en est la grande gagnante sur le plan géopolitique car celle-ci affecte la progression de l'intégration euro-atlantique de la Géorgie.

47. Malgré les demandes à répétition, la Russie poursuit ses activités de « frontiérisation » en renforçant la séparation physique entre les territoires contrôlés par Tbilissi et les régions géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud/Tskhinvali occupées de fait par la Russie et reconnues par Moscou comme « républiques indépendantes ». Depuis septembre 2019, la Russie a fermé plusieurs points de passage sur la frontière administrative, empêchant le contact interpersonnel avec les régions occupées de fait par la Russie. La Russie continue à renforcer sa présence militaire dans les territoires occupés et à intégrer ces derniers à l'espace économique russe (Civil.ge, 2020). Le 51<sup>e</sup> cycle des pourparlers de Genève pour réguler le conflit, tenu en décembre 2020 après un hiatus d'un an, n'a débouché sur aucun résultat tangible.

48. Le rôle de la Russie dans l'escalade puis dans la trêve du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2020 a été source de préoccupations pour la Géorgie. Tbilissi a un intérêt direct à ce que le conflit se résolve de façon pacifique, et ce pour plusieurs raisons : le risque d'une présence militaire russe encore plus importante dans le Caucase du Sud, l'impact potentiel sur les gazoducs et les autres infrastructures de transit qui traversent la Géorgie en provenance de l'Azerbaïdjan et en direction de l'ouest, et le risque d'antagonisme des importantes communautés arméniennes et/ou azerbaïdjanaises en Géorgie (Seskuria, 2020). L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN continuent à soutenir les efforts réalisés par le groupe de Minsk de l'OSCE afin de parvenir à une résolution pacifique du conflit.



### C. LA RUSSIE ET LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

49. Malgré l'importante séparation géographique et l'absence d'une frontière en commun, la Russie conserve une grande influence sur la politique, l'économie et les choix stratégiques moldoves. Coincée entre la Roumanie et l'Ukraine, et l'un des pays les plus pauvres d'Europe, la République de Moldova (ci-après, la Moldova), alterne entre inclinaisons géopolitiques pro-européennes et pro-russes. Pour Moscou, la Moldova n'a pas beaucoup d'intérêt stratégique, mais sa fragilité intérieure, sa vacillation politique, le séparatisme en Transnistrie et la susceptibilité du *soft power* russe permet à la Russie de conserver un certain niveau de contrôle et d'empêcher une intégration européenne sans avoir à investir d'importantes ressources politiques, économiques ou militaires.

50. En novembre 2020, Maia Sandu, candidate pro-européenne et éduquée aux États-Unis, a largement remporté les élections présidentielles contre le candidat sortant soutenu par la Russie Igor Dodon. La nouvelle présidente s'est engagée à accélérer la transformation européenne du pays et à s'attaquer à la corruption omniprésente. Cependant, le mandat constitutionnel du président est limité, et Mme Sandu ne dispose pas d'un soutien suffisant au parlement, lequel est dominé par les partisans de M. Dodon. Celui-ci a donc rejeté la proposition de gouvernement de Mme Sandu. Pour sortir de l'impasse, elle a souhaité organiser des élections anticipées, une idée également rejetée par le parlement. La possibilité d'un référendum a quant à elle été évoquée. L'élection de Mme Sandu a été largement saluée dans l'UE, mais le peuple moldove doit encore prouver l'irréversibilité de sa trajectoire pro-européenne actuelle. La Moldova doit aussi afficher des résultats tangibles en matière de lutte anticorruption et redorer sa réputation suite au scandale de corruption de 2014 au cours duquel 1 milliard de dollars ont été volés dans trois banques moldoves.

51. Le statut de la Transnistrie, région séparatiste de la Moldova, est encore irrésolu. La région a déclaré sa souveraineté avec l'aide cruciale de la 14<sup>e</sup> armée russe au début des années 1990. En dix ans, la présence militaire russe a largement diminué pour atteindre environ 1 400 à 2 000 soldats pour la plupart chargés de garder un grand dépôt de munitions à Cobasna. En outre, les autorités transnistriennes disposent de leurs propres forces armées, plus importantes et mieux équipées que celles du gouvernement central moldove (Necsutu, 2021). Mme Sandu a demandé le retrait des forces russes restantes et leur remplacement par une mission civile de l'OSCE, idée brusquement rejetée et qualifiée d'« irresponsable » par le ministre russe des affaires étrangères Lavrov (RFE/RL, 2020). Mme Sandu soutient également la reprise des négociations sur l'avenir de la Transnistrie au format « 5+2 » avec la Russie, l'Ukraine, l'OSCE, les États-Unis, l'Union européenne, le gouvernement moldove et les autorités transnistriennes. Les négociations n'ont que peu de chances d'aboutir à un accord et, compte tenu du niveau actuel des tensions avec l'Occident, il est peu probable que la Russie soutienne la réunification de la Moldova. D'un autre côté, de tous les conflits gelés soutenus par la Russie dans l'espace post-soviétique, la situation en Transnistrie est la moins tendue. Il reste un certain degré d'interaction économique et interpersonnelle entre la Transnistrie et le reste de la Moldova, en grande partie à cause l'intérêt porté par les élites transnistriennes aux avantages économiques offerts par l'accord de libre-échange approfondi et complet entre la Moldova et l'UE (Wolff, 2020).

52. La Moldova ne cherche pas une adhésion à l'OTAN, mais ses gouvernements pro-européens se sont engagés dans une coopération pratique avec l'OTAN sur, entre autres, la réforme de la défense, la formation militaire, la question de la corruption dans l'armée et l'élimination des produits chimiques dangereux. La Moldova a également contribué à la mission de l'OTAN au Kosovo. Pour faciliter la collaboration, et à la demande du gouvernement moldove, un Bureau civil de liaison de l'OTAN a été établi à Chisinau en décembre 2017. Le président Dodon a cherché activement à fermer ce bureau, mais sans y parvenir. En plus de soutenir les réformes du pays, le Bureau de liaison accompagne la formation de spécialistes de l'information du public au sein des forces armées moldoves et joue un rôle important pour ce qui est de fournir au public des informations sur l'OTAN,

une tâche particulièrement importante compte tenu de la présence intrusive d'interlocuteurs relayant la propagande du Kremlin à la télévision et dans la presse écrite moldoves (*Euronews*, 2020).

#### IV. LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE DE LA RUSSIE

53. Depuis son arrivée au pouvoir en 2000, Vladimir Poutine a progressivement construit sa « verticale du pouvoir » en assujettissant graduellement les grandes chaînes de télévision, la Douma et l'autonomie des régions russes, tout en confisquant leurs entreprises aux oligarques réfractaires. Après son accession au pouvoir, M. Poutine se reposait extensivement sur l'expertise d'économistes favorables au marché ; pourtant, au milieu des années 2010, il consolidait déjà la force de son pouvoir autour des « *siloviki* », des représentants des services de sécurité et de l'armée.

54. Selon le classement de *Freedom House*, la Russie est tombée dans la catégorie des pays « non libres » en 2003. La situation démocratique du pays se détériore d'année en année, à l'exception d'une brève période de détente en 2010-2011, lorsque de grandes manifestations contre les élections truquées à la Douma ont forcé M. Poutine à accorder des concessions et à sélectionner le président Dmitri Medvedev. De retour à la présidence en 2012, M. Poutine est rapidement revenu sur ces concessions.

55. Souvent considéré comme légaliste, M. Poutine a réussi à construire un système autoritaire dur où les attributs d'une démocratie (comme les droits et les libertés constitutionnels, les élections, le parlement, le système multipartite et le système judiciaire) existent officiellement mais n'ont plus qu'une valeur résiduelle. Par exemple, les personnes souhaitant exercer leur droit à la liberté de rassemblement doivent recevoir une autorisation de la part des autorités ; l'absence d'autorisation rend la répression brutale des manifestants formellement « légale ». Lors des élections, les grands candidats d'opposition sont souvent empêchés de se présenter pour des raisons inventées de toutes pièces, par exemple par des condamnations légales émanant des tribunaux contrôlés par l'État ou des soi-disant inexactitudes dans la collecte de signatures de soutien à la candidature. Les électeurs n'ont généralement le choix qu'entre quatre grands partis : le parti Russie unie de M. Poutine, le parti communiste, les « libéraux démocrates » (en fait, un parti d'extrême droite ultranationaliste) et le parti Russie juste (sorte de petit frère de gauche de Russie unie). La différence entre les quatre partis est artificielle : tous les quatre soutiennent une trajectoire politique anti-occidentale. La Douma n'est autre qu'une extension du gouvernement russe, principale raison pour laquelle le dialogue avec les législateurs russes au sein de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est devenu plus en plus frustrant et futile. La participation russe aux activités de l'Assemblée s'est achevée en 2014 suite au soutien quasi-unanime de la Douma à l'annexion illégale de la Crimée et au recours à la force contre l'Ukraine.

56. À quelques petites exceptions près, comme la station de radio *Ekho Moskvy* et la chaîne de télévision en ligne *Dozhd*, l'espace médiatique russe est dominé par la propagande du gouvernement qui martèle le public de récits anti-occidentaux depuis une vingtaine d'année. Toute personne critiquant le Kremlin est systématiquement ridiculisée, discréditée et présentée comme un ennemi de la Russie. Comme au Bélarus, les propagandistes de M. Poutine rejettent en bloc l'idée que leurs concitoyens puissent exiger de leur propre initiative un changement à la tête du pays et affirment qu'ils agissent plutôt sous l'ordre des États-Unis. Internet reste l'un des seuls espaces relativement libre où les Russes peuvent recevoir et échanger des informations sans aucune censure. Grâce à une architecture internet plus décentralisée qu'en Chine, il est plus complexe pour les autorités russes d'exercer un niveau semblable de contrôle des activités en ligne. Cependant, le Kremlin prépare activement le terrain à une possible restriction d'accès à internet en Russie : il a assujéti *VKontakte*, un réseau social populaire en Russie, et contraint l'application de messagerie *Telegram* à coopérer avec les autorités. En décembre 2020, M. Poutine a signé une loi autorisant les autorités à restreindre l'utilisation des réseaux sociaux occidentaux s'ils refusent de se soumettre aux exigences russes en matière de contenu. Des voix influentes en Russie

demandent l'interdiction totale des réseaux sociaux occidentaux sur le segment russe d'internet. *YouTube* représente une véritable nuisance pour le régime car la plateforme a été largement utilisée par le principal critique du Kremlin, Alexei Navalny, afin d'exposer le niveau extraordinaire de corruption en Russie. Par exemple, le documentaire de M. Navalny sur le supposé palace de M. Poutine a été visionné plus de 100 millions de fois dans la semaine qui a suivi sa sortie en janvier 2021. Cependant, le Kremlin hésite à exercer une censure trop forte sur internet car cela pourrait engendrer l'antagonisme des internautes apolitiques, en particulier des jeunes (Troianovski, 2021).

57. L'année 2020 et le début de l'année 2021 n'ont pas été faciles pour le régime. La situation de la Covid-19 en Russie s'est rapidement détériorée à partir d'avril 2020, et les actions menées par la Russie contre la propagation du virus à ce moment-là ont été perçues comme lentes et incohérentes, entraînant une lourde pression sur les services de santé nationaux (Mankoff, 2020). En avril 2020, le taux de popularité du président Poutine affichait 59 %, au plus bas de son histoire, alors qu'il était de 69 % seulement deux mois auparavant (Ellyatt, 2020). La Russie reste l'un des pays les plus affectés par la Covid-19 à ce jour, mais la popularité du président Poutine a rebondi depuis les taux historiquement bas du mois d'avril. Malgré la pandémie, le régime a fait passer par référendum fin juin dernier un certain nombre de changements constitutionnels rédigés à la hâte ; alors que certains étaient superficiels, d'autres reflétaient l'idéologie conservatrice ultra-patriotique. Ces changements ont créé un flou juridique permettant de résoudre le problème essentiel du maintien au pouvoir de M. Poutine au-delà de son deuxième mandat présidentiel consécutif (mais quatrième au total) en 2024. D'après l'interprétation complaisante de la cour constitutionnelle de M. Poutine, ces changements constitutionnels « annulent » tous les mandats présidentiels précédents, ce qui permet à M. Poutine d'être réélu pour deux mandats supplémentaires jusqu'en 2036. Les experts en politique russe débattent encore pour savoir si M. Poutine a véritablement l'intention de rester au pouvoir jusqu'en 2036, voire au-delà, ou s'il souhaite juste se laisser le choix en 2024 afin d'éviter la recherche effrénée d'un héritier au cours des prochaines années. Les conclusions des enquêtes menées par M. Navalny suggèrent que la richesse qu'aurait accumulée M. Poutine serait formellement enregistrée sous le nom de ses associés, ce qui pourrait le dissuader de quitter son poste un jour.

58. La tentative d'assassinat de M. Navalny à l'aide d'un agent neurotoxique de qualité militaire de type Novitchok en août 2020 a causé de l'indignation non seulement dans le « monde libre » mais aussi au sein de la société russe. L'enquête indépendante menée par les experts de *Bellingcat* a apporté des preuves accablantes que la tentative d'assassinat avait été réalisée par les services secrets russes. Après l'identification des véritables coupables, l'un d'entre eux a reconnu le crime au cours d'une conversation téléphonique avec M. Navalny lui-même. *Bellingcat* a également réuni les preuves que cette équipe d'agents spéciaux russes menait ce genre d'activité depuis plusieurs années et était responsable de plusieurs actes d'empoisonnement mystérieux de personnalités politiques et d'activistes faisant partie de l'opposition au régime. Ces actes ont été menés en Russie comme à l'étranger, en témoignent les empoisonnements de M. Litvinenko et de M. Skripal, d'anciens agents russes ayant fait défection. Face à tant de preuves, la propagande russe n'a pas tardé pour utiliser ses tactiques habituelles en disséminant de nombreuses théories du complot parfois contradictoires, comme démentir l'empoisonnement de M. Navalny ou encore accuser des médecins allemands, les services de sécurité occidentaux voire sa propre femme d'avoir administré l'agent neurotoxique.

59. À son retour en Russie, M. Navalny a immédiatement été arrêté avant d'être condamné peu après à 2 ans et demi de prison dans un simulacre de justice non dissimulé pour un crime du passé présumé, faisant fi de la décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur cette affaire. Le comportement des autorités a donné lieu à d'importantes manifestations spontanées dans toute la Russie, bravant le froid de l'hiver, les restrictions contre la pandémie et l'absence d'autorisation officielle pour la tenue des manifestations. Ces protestations ont été brutalement réprimées et plus de 5 000 personnes ont été arrêtées au cours de la seule journée du 31 janvier. On ne peut pas

encore affirmer que ces protestations soient le signe d'un changement majeur en cours au sein de la société russe. Cependant, il faut remarquer que les signes d'un certain mécontentement étaient déjà bien visibles avant l'empoisonnement et l'arrestation de M. Navalny. Depuis juillet 2020, des milliers de personnes manifestent régulièrement dans la ville de Khabarovsk, en Sibérie, contre le renvoi d'un gouverneur populaire, Sergeï Furgal. Les événements au Bélarus ont eux aussi été activement suivis et commentés par la société russe.

60. Les prochaines élections à la Douma, en septembre 2021, devraient faire monter la température politique du pays. Les autorités ont déjà fait savoir que de nombreux candidats d'opposition ne seraient pas enregistrés. De plus, les autorités préparent des mesures contre le « smart voting », un procédé proposé par l'équipe de M. Navalny pour identifier les candidats ayant le plus de chances de l'emporter sur un candidat de Russie unie, même si cela implique de soutenir un candidat issu de l'un des trois autres grands partis satellites. La stratégie de « smart voting » a fonctionné pour un certain nombre de candidats d'opposition lors des dernières élections régionales et municipales. Les manifestations spontanées de janvier et de février montrent que les critiques de M. Poutine, bien que minoritaires, représentent une part non négligeable de la société. Cependant, il est peu probable que ces personnes soient représentées dans la nouvelle Douma. La polarisation grandissante de la société russe peut se manifester de différentes façons, et la communauté euro-atlantique doit surveiller les prochains développements susceptibles d'influencer le comportement de la Russie à l'international. Les dynamiques intérieures de la Russie laissent à penser que l'Alliance devra faire avec une Russie de plus en plus volatile et de moins en moins prévisible.

## **V. ACTUALISER LA STRATÉGIE EURO-ATLANTIQUE À L'ÉGARD DE LA RUSSIE**

61. Depuis le début des années 1990, l'OTAN cherche régulièrement à dialoguer avec la Russie sous différentes formes. En 1991, la Russie a rejoint Conseil de coopération nord atlantique puis, en 1994, l'initiative Partenariat pour la paix. L'Acte fondateur entre l'OTAN et la Russie, véritable tournant dans la relation, a été signé en 1997, suivi par l'établissement du Conseil OTAN-Russie (COR) en 2002 comme mécanisme de construction du consensus entre membres égaux. L'OTAN et la Russie se consultent sur un certain nombre de questions comme la maîtrise des armements ou la lutte contre le terrorisme. La Russie a également coopéré avec l'OTAN lors de différentes initiatives communes en Afghanistan. Cependant, la Russie continue à percevoir l'élargissement de l'OTAN comme une intrusion occidentale, et elle refuse d'admettre que le processus d'élargissement se fait à la demande des aspirants et est conditionné par la mise en place de réformes complexes. La collaboration de la Russie avec l'OTAN a été restreinte après l'agression russe en Géorgie en 2008 puis, après une brève tentative de « remise à zéro » en 2009, à nouveau suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

62. En 2014, l'OTAN a adopté une double approche de défense/dissuasion et de dialogue. En premier lieu, les Alliés ont été forcés de repenser et d'élargir leur dispositif de sécurité sur le flanc est de l'Alliance ainsi que leur défense collective. Ils ont décidé d'établir la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) composée de 20 000 soldats issus des composantes terrestre, aérienne et maritime et pouvant être déployée en 2 à 3 jours. Des unités d'intégration des forces ont été créées dans huit pays sur le flanc est de l'Alliance afin de faciliter le déploiement rapide de forces alliées sur le flanc est, de soutenir la planification de défense et de contribuer aux formations et aux exercices. L'OTAN a également renforcé sa mission de police du ciel dans la région de la Baltique. Il est important de noter que, lors du sommet de l'OTAN à Varsovie en 2016, les Alliés ont également convenu de déployer quatre groupements tactiques multinationaux dans le cadre de la présence avancée rehaussée (eFP) en Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne. Ces groupements sont respectivement sous la direction du Royaume-Uni, du Canada, de l'Allemagne et des États-Unis. Pour rassurer les Alliés situés dans la région de la mer Noire, l'Alliance a lancé la présence avancée adaptée (tFP) qui comprend une brigade multinationale basée

en Roumanie et dirigée par cette dernière, des renforts aériens pour aider à garder les espaces aériens de la Roumanie et de la Bulgarie, ainsi que des actions de renforcement des capacités maritimes de l'OTAN dans la région. Lors du sommet de Bruxelles en juillet 2018, les États membres de l'OTAN ont convenu de se doter d'une dissuasion crédible en se donnant les moyens de déployer 30 bataillons, 30 escadrons aériens et 30 navires de combat en 30 jours et se sont engagés à renforcer le dispositif maritime de l'Alliance.

63. L'OTAN a également pris des mesures pour protéger ses membres des menaces hybrides. En 2015, elle a adopté une stratégie de préparation, de dissuasion et de défense en s'engageant à augmenter les échanges d'informations afin de mieux appréhender les menaces possibles, d'aider les États membres et leurs alliés à déterminer leurs vulnérabilités et à accroître leur résilience, et d'améliorer la réactivité politique et militaire de l'Alliance et son aptitude à dissuader et à se défendre contre les mesures hybrides. L'OTAN a également identifié la défense contre les menaces hybrides comme l'un des domaines prioritaires de coopération avec l'UE. Les deux organisations ont soutenu la création du Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides à Helsinki.

64. En ce qui concerne le dialogue, malgré l'arrêt de toute coopération pratique entre l'OTAN et la Russie en 2014, le COR continue à se réunir régulièrement et sert de lieu d'échange sur les grandes questions de sécurité, y compris sur des questions plus sensibles comme l'agression contre l'Ukraine et la violation par la Russie du traité FNI. Des canaux de communication militaires restent également ouverts pour réduire les risques de malentendus et d'incidents.

65. Globalement, la réponse de l'OTAN aux actes d'agression de la Russie a été exhaustive et proportionnelle, et a envoyé un important message de solidarité entre les Alliés. Certaines mesures prises par l'OTAN, comme le déploiement de bataillons multinationaux dans les États baltes et en Pologne, auraient été difficilement imaginables avant 2014. Ceci étant, à l'avenir, la stratégie de l'OTAN et des Alliés à l'égard de la Russie mérite d'être actualisée et affinée. Votre rapporteur général souhaite formuler les recommandations suivantes :

- Réviser le concept stratégique pour mieux refléter l'état actuel des relations avec la Russie et pour entériner la double approche, laquelle doit rester le principal cadre des relations entre l'OTAN et la Russie. Comme le recommande le groupe d'experts indépendants sur l'OTAN à l'horizon 2030, la double stratégie doit être souple et prévoir des mesures destinées à alourdir les conséquences qu'aurait à subir la Russie de toute action agressive tout en se montrant ouverte à la discussion sur des sujets d'intérêt commun (Reflection Group, 2020). En actualisant le concept stratégique, les Alliés pourraient également renouveler leur engagement aux valeurs démocratiques et, ainsi, braver les autocraties que sont la Russie et la Chine.
- Poursuivre les investissements pour une défense et une dissuasion crédibles sur les flancs nord, est et sud-est de l'Alliance. Cela pourrait se traduire par la mise à disposition de nouveaux moyens en rotation sur le flanc est ou par la modernisation de la tFP dans la région de la mer Noire suivant le modèle de l'eFP en Pologne et dans les États baltes. La coopération avec l'UE sur la mobilité militaire et sur l'amélioration des infrastructures stratégiques est essentielle pour garantir le renforcement rapide des unités de l'OTAN sur le flanc est en cas de crise. Il faut également étudier la proposition du groupe d'experts de doter la Division civilo-militaire renseignement et sécurité d'une unité spécialement chargée de surveiller la coopération entre la Russie et la Chine sur des questions de sécurité.
- Renforcer davantage les réponses aux menaces hybrides russes. En plus d'agir conformément à ses exigences de bases révisées pour la résilience nationale, l'OTAN devrait accorder encore plus d'importance à la résilience en faisant d'elle l'une des thématiques principales de son agenda. Elle devrait aussi généraliser les scénarios de réponse aux menaces hybrides dans les exercices conjoints. Il sera essentiel de renforcer la collaboration

avec le secteur privé pour assurer la solidité de la cyberdéfense et l'efficacité de la lutte contre la désinformation sur les réseaux sociaux. Là aussi, le partenariat avec l'UE sera essentiel.

- Continuer l'imposition de sanctions, sauf si Moscou revient sur son comportement de déstabilisation et sur ses violations des droits humains. Malgré les voix critiquant l'inefficacité des sanctions à forcer la Russie à revenir sur ses agressions passées, les sanctions ont un effet dissuasif car elles augmentent le coût pour tout acte hostile de la part de la Russie. Les sanctions ont clairement contribué à rendre le climat moins propice aux investissements en Russie, elles ont affecté le cours du rouble et ont ralenti le développement économique du pays. Le recours aux sanctions par l'Occident doit être flexible et révisable si la Russie modifie ses politiques de déstabilisation. D'autre part, les sanctions sont une excellente façon pour la communauté euro-atlantique d'envoyer un signal politique fort contre les comportements dangereux et agressifs sur la scène internationale et les violations systémiques des droits humains. Il est important de maintenir une coordination rapprochée entre les États-Unis et l'UE, car leurs sanctions respectives sont complémentaires et se renforcent les unes les autres. Les sanctions contre la Russie doivent particulièrement cibler les personnes responsables des violations des droits humains, et il faut encourager l'adoption généralisée de la loi Magnitsky. Au sujet des sanctions personnelles, les gouvernements des Alliés doivent agir en concertation étroite avec l'opposition démocratique russe.
- Réduire la dépendance aux ressources russes. La Russie a largement exploité son influence en tant que fournisseur d'énergie principal voire dominant dans son voisinage direct et en Europe. Les Européens et les Nord-Américains doivent poursuivre leur collaboration sur la diversification des marchés énergétiques. La tâche la plus immédiate est d'empêcher le gazoduc *Nord Stream 2* de saper la sécurité énergétique des Alliés et de leurs partenaires en Europe centrale et de l'est, en particulier l'Ukraine. À plus long terme, les Alliés doivent redoubler d'efforts pour mettre en application leurs ambitions climatiques, comme les objectifs de l'UE et des États-Unis de parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050. La transition vers une économie verte est certes une question économique et environnementale, mais elle concerne également la sécurité nationale.
- Faire preuve de réalisme quant aux perspectives de dialogue avec le régime actuel. L'OTAN doit préserver ses canaux de communication actuels avec la Russie. Ils ont un rôle important à jouer pour empêcher toute escalade accidentelle, mais aussi au cas où la Russie changerait de cap et reviendrait sur la voie du droit international. Cependant, les perspectives d'un tel revirement dans un futur proche sont faibles. Les initiatives artificielles visant à relancer et à élargir le dialogue avec Moscou enverraient un mauvais message politique et pourraient encourager Moscou à poursuivre ses politiques belliqueuses. Un retour à « la normale » avec la Russie est actuellement impossible. Il est particulièrement important de résister à la tentation de sacrifier les intérêts de sécurité nationale des Alliés et des partenaires dans le seul but de renouer le dialogue avec la Russie. Dans la situation actuelle, l'Alliance doit faire tout son possible pour faire preuve de patience stratégique à l'égard de la Russie. Cela ne doit toutefois pas empêcher les Alliés d'explorer les possibilités de dialogue avec les Russes dans certains domaines spécifiques, comme la maîtrise des armements, la lutte contre le terrorisme, la Corée du Nord, la réponse à la pandémie et le réchauffement climatique.
- Explorer différentes façons de soutenir la société civile russe. Les Alliés doivent clairement réfuter les accusations de « russophobie » en se tournant vers les dissidents russes, les représentants de la société civile, les artistes, les étudiants, les blogueurs, etc. Comme les échanges estampillés « OTAN » pourraient nuire à ceux-ci dans leur pays, de telles activités devraient être menées par les Alliés eux-mêmes ainsi que par l'Union européenne.
- Continuer à soutenir l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine et de la Géorgie. L'existence de « zones grises » en Europe de l'est provoque le comportement de déstabilisation de la Russie.

L'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN ne doit impliquer que l'OTAN et ces deux pays ; la Russie n'a aucun veto à imposer à leur avenir. La communauté euro-atlantique doit poursuivre et intensifier son soutien envers ces deux pays. Les aider à devenir un modèle de réussite permettrait d'envoyer au peuple russe un message puissant sur les dangers et les désavantages d'une politique de confrontation avec l'Occident et du rejet des valeurs démocratiques libérales. La communauté euro-atlantique doit également continuer à s'intéresser à la question de la Crimée et à clamer de façon unanime que l'occupation et l'annexion illégales de la péninsule ne seront jamais reconnues.

Avant-projet

## BIBLIOGRAPHIE

- AP. (2021, February 22). *Russia's Putin hosts Belarusian president for talks in Sochi*. Retrieved from AP: <https://apnews.com/article/alexander-lukashenko-belarus-sochi-black-sea-moscow-075924e88d629720afca09c48cac3981>
- Barros, G. (2020, November 30). *Belarus Warning Update: Putin Pressures Lukashenko to Implement His Previous Integration Concessions*. Retrieved from ISW: <http://www.understandingwar.org/backgrounder/belarus-warning-update-putin-pressures-lukashenko-implement-his-previous-integration>
- Belenkaya, M. (2020, July 8). *Russia-Saudi Roller Coaster: From a High Five to a Price War*. Retrieved from Carnegie Endowment for International Peace: <https://carnegieendowment.org/2020/07/08/russia-saudi-roller-coaster-from-high-five-to-price-war-pub-81896>
- CISA. (2021, January 5). *Joint statement by FBI, CISA, ODNI and NSA*. Retrieved from CISA: <https://www.cisa.gov/news/2021/01/05/joint-statement-federal-bureau-investigation-fbi-cybersecurity-and-infrastructure>
- Civil.ge. (2020, November 25). *Moscow, Sokhumi Sign 'Common Social-Economic Space' Program, Tbilisi Decries*. Retrieved from Civil.ge: <https://civil.ge/archives/384342>
- Clark, A. (2020, December 23). *Russia says it expects 'nothing good' from Biden administration*. Retrieved from The Times of Israel: <https://www.timesofisrael.com/russia-says-it-expects-nothing-good-from-biden-administration/>
- Crosby, A. (2019, May 10). *Montenegrin Coup Verdict A Wakeup Call To EU On Russia's Rising Role In Balkan Instability*. Retrieved from RFE/RL: <https://www.rferl.org/a/montenegrin-coup-verdict-a-wakeup-call-to-eu-on-russia-s-rising-role-in-balkan-instability/29933787.ht>
- CRS. (2020, April 21). *Power of Siberia: A Natural Gas Pipeline Brings Russia and China Closer*. Retrieved from Congressional Research Service: <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF11514>
- CRS. (2020, July). *Russia's Nuclear Weapons: Doctrine, Forces, and Modernization*. Retrieved from CRS: <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/R/R45861/6>
- CRS. (2021, March 12). *Belarus: An Overview*. Retrieved from Congressional Research Service: <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF10814>
- Département américain de la défense (DoD). (2020, September 1). *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China*. Retrieved from US Department of Defense: <https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>
- EEAS. (2021, March 12). *EU Statement – United Nations Security Council: Arria-formula meeting on Crimea*. Retrieved from EEAS: [https://eeas.europa.eu/delegations/un-new-york/94903/node/94903\\_en](https://eeas.europa.eu/delegations/un-new-york/94903/node/94903_en)
- Ellyatt, H. (2020, May 6). *Putin's popularity rating falls to lowest level in over two decades amid coronavirus outbreak*. Retrieved from CNBC: <https://www.cnbc.com/2020/05/06/coronavirus-russia-putins-popularity-rating-falls-to-historic-low.html>
- Euractiv. (2020, August 15). *Friends again: Belarus hands 32 detained 'mercenaries' over to Russia*. Retrieved from Euractiv: <https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/news/friends-again-belarus-hands-32-detained-mercenaries-over-to-russia/>
- Euroactiv. (2021, February 12). *US, Europe accuse Russia of blocking Ukraine war solutions*. Retrieved from Euroactiv: <https://www.euractiv.com/section/europe-s-east/news/us-europe-accuse-russia-of-blocking-ukraine-war-solutions/>
- Euronews. (2020, October 5). *How Russia's soft media power is battling for Moldovan minds*. Retrieved from Euronews: <https://www.euronews.com/2020/10/05/how-russia-s-soft-media-power-is-battling-for-moldovan-minds>
- Foreign Affairs. (2017, November 13). *How Big a Challenge Is Russia?* Retrieved from Foreign Affairs: <https://www.foreignaffairs.com/ask-the-experts/2017-11-13/how-big-challenge-russia>



- Friedman, T. (2021, February 2). *Vladimir Putin Has Become America's Ex-Boyfriend From Hell*. Retrieved from The New York Times: <https://www.nytimes.com/2021/02/02/opinion/vladimir-putin-russia-america.html>
- Geranmayeh, I., & Liik, K. (2016, September 13). *The new power couple: Russia and Iran in the Middle East*. Retrieved from ECFR: [https://ecfr.eu/publication/iran\\_and\\_russia\\_middle\\_east\\_power\\_couple\\_7113/](https://ecfr.eu/publication/iran_and_russia_middle_east_power_couple_7113/)
- Giles, K. (2017, May 3). *Assessing Russia's Reorganized and Rearmed Military*. Retrieved from Carnegie Endowment for International Peace: <https://carnegieendowment.org/2017/05/03/assessing-russia-s-reorganized-and-rearmed-military-pub-69853>
- Golts, A. (2018, May 16). *'Magicians' Versus 'Technologists' in the Russian Military (Part One)*. Retrieved from Eurasia Daily Monitor Volume: 15 Issue: 75: <https://jamestown.org/program/magicians-versus-technologists-in-the-russian-military-part-one/>
- Herszenhorn, D. M., & Barigazzi, J. (2021, February 10). *Bested by Lavrov, Borrell faces fury in Brussels*. Retrieved from Politico: <https://www.politico.eu/article/bested-by-sergey-lavrov-josep-borrell-faces-fury-in-brussels-russia/>
- Hillman, J. (2020, July 15). *China and Russia: Economic Unequals*. Retrieved from CSIS: <https://www.csis.org/analysis/china-and-russia-economic-unequals>
- Howard, G., & Czekaj, M. (. (2019, April 9). *Russia's Military Strategy and Doctrine*. Retrieved from The Jamestown Foundation.
- IEEE. (2016). *Russian National Security Strategy*. Retrieved from IEEE: <http://www.ieee.es/Galerias/fichero/OtrasPublicaciones/Internacional/2016/Russian-National-Security-Strategy-31Dec2015.pdf>
- IISS. (2020, February). *The Military Balance 2020: Russia and Eurasia*. Retrieved from IISS: <https://www.iiss.org/publications/the-military-balance/military-balance-2020-book/russiaeurasia>
- Kendall-Taylor, A., & Shullman, D. (2021, January). *Navigating the Deepening Russia-China Partnership*. Retrieved from CNAS: <https://s3.us-east-1.amazonaws.com/files.cnas.org/documents/CNAS-Report-Russia-China-Alignment-final-v2.pdf?mtime=20210114133035&focal=none>
- Kofman, M. (2019, May 3). *Russian defense spending is much larger, and more sustainable than it seems*. Retrieved from DefenseNews: <https://www.defensenews.com/opinion/commentary/2019/05/03/russian-defense-spending-is-much-larger-and-more-sustainable-than-it-seems/>
- Kozhanov, N. (2020, February 1). *Russia's difficult balancing act between Iran and Israel*. Retrieved from Al Jazeera: <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/2/1/russias-difficult-balancing-act-between-iran-and-israel>
- Krawatzek, F. (2020, September 3). *Young Belarusians are turning away from Russia and looking towards Europe*. Retrieved from The Conversation: <https://theconversation.com/young-belarusians-are-turning-away-from-russia-and-looking-towards-europe-145562>
- Luxmoore, M. (2020, August 24). *After Belarusian Journalists Quit State TV, Russians Fill The Void*. Retrieved from RFE/RL: <https://www.rferl.org/a/after-belarusian-journalists-quit-state-tv-russians-fill-the-void/30800576.html>
- Mankoff, e. a. (2020). *Russia's Response to Covid-19*. Retrieved from CSIS: <https://www.csis.org/analysis/russias-response-covid-19>
- Marran, M. (2021, February` 26). *The Main Developments in Russian Military Capability*. Retrieved from ICDS: <https://icds.ee/en/the-main-developments-in-russian-military-capability/>
- Mohammedi, A. (2021, January 22). *Russia-Algeria : a flexible and pragmatic partnership*. Retrieved from Institut méditerranéen des hautes études stratégiques (FMES): <https://fmes-france.org/russia-algeria-a-flexible-and-pragmatic-partnership-by-adlene-mohammedi/>
- Momtaz, R. (2020, February 14). *Emmanuel Macron's Russian roulette*. Retrieved from Politico: <https://www.politico.eu/article/emmanuel-macron-russian-roulette-vladimir-putin-security-partner/>

- Monaghan, A. (2016, May 20). *Russian State Mobilization: Moving the Country on to a War Footing*. Retrieved from Chatham House: <https://www.chathamhouse.org/publication/russian-state-mobilization-moving-country-war-footing>
- Moscow Times. (2020, August 27). *Putin Forms Law Enforcement 'Reserve' on Standby for Belarus*. Retrieved from Moscow Times: <https://www.themoscowtimes.com/2020/08/27/putin-forms-law-enforcement-reserve-on-standby-for-belarus-a71260>
- Necsutu, M. (2021, January 22). *BIRN Fact-Check: What Must be Done for Russian Forces to Leave Transnistria?* Retrieved from Balkans Insight: <https://balkaninsight.com/2021/01/22/birn-fact-check-what-must-be-done-for-russian-forces-to-leave-transnistria/>
- NIC. (2021, March 15). *Foreign Threats to the 2020 US Federal Elections*. Retrieved from DNI: <https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/ICA-declass-16MAR21.pdf>
- OSW. (2021, January 29). *Belarusians on Poland, Russia and themselves*. Retrieved from OSW: OSW, 2021
- Paun, C., & Luthi, S. (2021, January 21). *What China's vax trolling adds up to*. Retrieved from Politico: <https://www.politico.com/newsletters/global-pulse/2021/01/28/what-chinas-vax-trolling-adds-up-to-491548>
- Reflection Group. (2020, November 25). *NATO 2030: United foe a New Era*. Retrieved from NATO: [https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Uni.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Uni.pdf)
- Reuters. (2021, February 15). *SolarWinds hack was 'largest and most sophisticated attack' ever: Microsoft president*. Retrieved from Reuters,: <https://www.reuters.com/article/us-cyber-solarwinds-microsoft-idUSKBN2AF03R>
- Reynolds, N. (2019, July 8). *Putin's Not-So-Secret Mercenaries: Patronage, Geopolitics, and the Wagner Group*. Retrieved from Carnegie Endowment for International Peace: <https://carnegieendowment.org/2019/07/08/putin-s-not-so-secret-mercenaries-patronage-geopolitics-and-wagner-group-pub-79442>
- Reznikov, O. (2021, January 9). *Russia remains unwilling to end seven-year Ukraine war*. Retrieved from Atlantic Council: <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/russia-remains-unwilling-to-end-seven-year-ukraine-war/>
- RFE/RL. (2020, November 30). *Moscow Rebuffs Moldova's Sandu On Troop Withdrawal From Transdnister*. Retrieved from RFE/RL: <https://www.rferl.org/a/moscow-rebuffs-moldova-s-sandu-on-troop-withdrawal-from-transdnister/30976974.html>
- Rumer, E. (2019, October 31). *Russia in the Middle East: Jack of All Trades, Master of None*. Retrieved from Carnegie Endowment for International Peace: <https://carnegieendowment.org/2019/10/31/russia-in-middle-east-jack-of-all-trades-master-of-none-pub-80233>
- Seskuria, N. (2020, October 29). *The Nagorno-Karabakh Conflict and the Challenge for Georgia*. Retrieved from RUSI: <https://rusi.org/commentary/nagorno-karabakh-conflict-and-challenge-georgia>
- Sestanovich, S. (2020, August 17). *Putin and Belarus: Five Reasons Not to Save Lukashenko*. Retrieved from CFR: <https://www.cfr.org/in-brief/putin-and-belarus-five-reasons-not-save-lukashenko>
- Sharp, J. M. (2020, May 27). *Egypt: Background and U.S. Relations*. Retrieved from Congressional Research Service: <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/RL/RL33003>
- Shraibman, A. (2020, January 28). *Oil Spoils the Russia-Belarus Romance*. Retrieved from Carnegie Moscow: <https://carnegie.ru/commentary/80905>
- Socor, V. (2021, Fenruary 4). *Does the Normandy Group on the Russia-Ukraine Conflict Have a Future? (Part One)*. Retrieved from Jamestown Foundation: <https://jamestown.org/program/does-the-normandy-group-on-the-russia-ukraine-conflict-have-a-future-part-one/>
- Standish, Reid. "China, Russia Deepen Their Ties Amid Pandemic, Conflicts With The West," Radio Free Europe, 2020, <https://www.rferl.org/a/china-russia-deepen-their-ties-amid-pandemic-conflicts-with-west/30814684.html>
- Stoicescu, K. (2019, October 4). *Defence Minister Shoigu Sells Russia's Military "Success Story"*. Retrieved from ICDS: <https://icds.ee/defence-minister-shoigu-sells-russias-military-success-story/>

- Sukhankin, S. (2020, March 20). *Terrorist Threat as a Pre-Text: Russia Strengthens Ties with G5 Sahel*. Retrieved from Jamestown Foundation: <https://jamestown.org/program/terrorist-threat-as-a-pre-text-russia-strengthens-ties-with-g5-sahel/>
- Taylor, M. L. (2019, July 31). *Combating disinformation and foreign interference in democracies: Lessons from Europe*. Retrieved from Brookings: <https://www.brookings.edu/blog/techtank/2019/07/31/combating-disinformation-and-foreign-interference-in-democracies-less>
- Thiessen, M. A. (2020, May 21). *China is using covid-19 to throttle Hong Kong's pro-democracy movement*. Retrieved from The Washington Post: <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/05/21/china-is-using-covid-19-throttle-hong-kongs-pro-democracy-movement/>
- Troianovski, A. (2021, March 10). *China Censors the Internet. So Why Doesn't Russia?* Retrieved from The New York Times: <https://www.nytimes.com/2021/02/21/world/europe/russia-internet-censorship.html>
- Unian. (2021, March 12). *UN tells of human rights violations in occupied Crimea*. Retrieved from UNIAN: <https://www.unian.info/politics/occupied-crimea-un-tells-of-human-rights-violations-by-russia-11351122.html>
- Vatanka, A. (2020, August 17). *Russia, Iran, and economic integration on the Caspian*. Retrieved from MEI: <https://www.mei.edu/publications/russia-iran-and-economic-integration-caspian>
- Vohra, A. (2019, May 5). *Russia's Payback Will Be Syria's Reconstruction Money*. Retrieved from Foreign Policy: <https://foreignpolicy.com/2019/05/05/russias-payback-will-be-syrias-reconstruction-money/>
- Walker, S. (2020, September 14). *Russia to lend Belarus \$1.5bn as Lukashenko tells Putin 'a friend is in trouble*. Retrieved from The Guardian: <https://www.theguardian.com/world/2020/sep/14/alexander-lukashenko-vladimir-putin-sochi-belarus-russia>
- Warsaw Insitute. (2017, July 5). *One Bulava does not make a summer*. Retrieved from Warsaw Insitute: <https://warsawinstitute.org/one-bulava-does-not-make-a-summer/>
- Wintour, P. (2017, October 5). *Saudi king's visit to Russia heralds shift in global power structures*. Retrieved from The Guardian: <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/05/saudi-russia-visit-putin-oil-middle-east>
- Wolff, S. (2020, December 11). *The prospects for a settlement on Transnistria under a Sandu presidency*. Retrieved from New Europe: <https://www.neweurope.eu/article/the-prospects-for-a-settlement-on-transnistria-under-a-sandu-presidency/>
- Ziegler, C. E. (2021, March 6). *A Russian-Chinese Partnership Against America?* Retrieved from The National Interest: <https://nationalinterest.org/feature/russian-chinese-partnership-against-america-179280?page=0%2C1>